



5000 maires de France solidaires d'Achraf

Ils appellent à la fin du blocus du camp et à sauver ses habitants



Jean-François Legaret, maire du 1er arrondissement de Paris, remettant la déclaration des 5000 maires à Maryam Radjavi

- ***Ils considèrent Achraf, cité qui incarne les aspirations démocratiques du peuple iranien, comme une ville soeur***
- ***Ils appellent l'ONU à faire lever le blocus d'Achraf***
- ***Ils exhortent le gouvernement français à encourager l'ONU dans cette démarche***
- ***Ils pressent les Etats-Unis de garantir la protection des Achrafiens***

Appel de 5000 maires de France à sauver la vies des Achrafiens

En marge du Congrès des Maires de France, une conférence de presse le 24 novembre à la mairie du 1er arrondissement de Paris, a rendu public un appel lancé par 5000 maires pour la fin du blocus de la Cité d'Achraf, la reconnaissance des droits de ses habitants et sauver d'urgence des malades risquant de mourir à cause des restrictions imposées par les forces irakiennes et les agents du régime iranien.

Les édiles ont invité le gouvernement français et particulièrement la nouvelle ministre des Affaires étrangères à intervenir auprès du gouvernement irakien afin qu'il tienne ses engagements internationaux sur la reconnaissance des droits des Achrafiens et qu'il lève le blocus du camp.

Les maires ont exhorté la Mission d'Assistance des Nations Unies pour l'Irak à installer une équipe permanente d'observateurs sous la protection des forces américaines à Achraf pour veiller au respect des droits des habitants et à la fin du blocus.

Le camp d'Achraf abrite 3400 opposants iraniens, membres de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, bénéficiant du statut de personnes protégées en vertu de la 4e convention de Genève. Cela fait deux ans qu'ils subissent un blocus inhumain des

forces irakiennes aux ordres des services du premier ministre Nouri Maliki. Agissant sur instructions du régime iranien, ces forces ont imposé de graves restrictions, notamment des obstacles aux soins médicaux et aux besoins urgents en médicaments (...)

Des malades cancéreux sont dans un état critique. La conférence a soulevé le cas de Mme Elham Fardipour. Agée de 44 ans, elle souffre d'un cancer de la thyroïde. Les forces irakiennes ont empêché son hospitalisation à Bagdad pour un traitement urgent. Un autre cas cité parmi des dizaines de malades graves est celui de M. Mehdi Fathi atteint d'un cancer du rein. Suite aux obstacles posés à ses soins, il se trouve dans une situation désespérée dans le coma.

Les maires présents à la conférence se sont joints à l'appel lancé par Mme Maryam Radjavi, présidente élue du CNRI, pour faire lever le blocus d'Achraf (...) Les élus ont annoncé qu'ils considèrent la cité d'Achraf comme la

cité soeur de leurs villes respectives et ont invité leurs collègues à mettre à l'entrée de leurs mairies une banderole de solidarité avec les malades d'Achraf.

Pour les maires solidaires avec la résistance iranienne : Jean-François Legaret, maire du 1er arrondissement de Paris, Emile Blessig, député maire de Saverne, Maurice Boscavert, maire de Taverny, Jean-Pierre Béquet, maire d'Auvers-sur-Oise.





(De g. à dr.): Emile Blessig, député maire de Saverne, Maryam Radjavi, Jean-François Legaret, maire de Paris 1^{er}, tenant une médaille de la Cité d'Achraf, Jean-Pierre Béquet, maire d'Auvers-sur-Oise, et Gilbert Marsac, maire de Jouy-le-Moutier, avec derrière lui les classeurs contenant les signatures.

Il faut mettre fin au blocus d'Achraf

Lors de la conférence de presse du 24 novembre à la mairie de Paris 1^{er}, Maryam Radjavi a souligné que “cette initiative démontre que les élus considèrent la libération du peuple iranien comme un combat commun contre l’intégrisme, la barbarie et la cruauté, en faveur de la paix, de la démocratie et de la laïcité”

JEAN-FRANCOIS LEGARET,
maire du 1^{er}
arrondissement de
Paris



Je voudrais d’abord vous dire le plaisir et l’honneur que j’éprouve en accueillant madame la présidente Maryam Radjavi et les membres de son organisation. D’abord parce que j’ai rencontré Mme la présidente à deux reprises lors des manifestations qui ont été organisées au Carrousel du Louvre et que j’ai apprécées. J’ai été impressionné par votre personnalité, votre charisme et la portée de votre message, un message naturellement de ferveur, un message de volonté et d’énergie dans ce combat difficile de résistance contre le régime iranien.

Je l’ai fait aussi parce que dans le message qui a été délivré, notamment au Carrousel du Louvre, j’ai trouvé très important les valeurs que vous défendez en faveur d’un islam de tolérance, d’ouverture et de dialogue. Je pense que c’est un sujet qui nous interpelle, en tant que représentants élus de la République en France.

L’Iran, ce malheureux pays est aujourd’hui défiguré dans son visage, dans son message, dans son image sur la scène internationale,

en raison de la nature du régime qui est aujourd’hui installé à Téhéran.

Nous avons affiché sur la façade de la mairie les portraits d’Elham Fardipour et Mehdi Fathi, qui sont de grands malades, des opposants iraniens en danger de mort et qui ne peuvent pas recevoir les soins que nécessitent la gravité de leur état. Il y a là un message humanitaire que je souhaite contribuer à relayer. Ce drame humanitaire est aujourd’hui totalement occulté sur le plan médiatique et je remercie les journalistes et les élus, et tous ceux qui pourront nous aider à sauver ou à contribuer à sauver la situation des personnes qui sont les plus fragiles et les plus menacées dans ce blocus de la cité d’Achraf.



MARYAM RADJAVI,
présidente élue
de la Résistance
iranienne

Ce régime qui intervient en Irak pour établir un pouvoir religieux, et qui a bloqué la formation d’un nouveau gouvernement, impose depuis deux ans avec ses agents un blocus cruel des

3400 Achrafiens. Et cela fait dix mois que des agents venus d’Iran menacent avec une centaine de haut-parleurs très puissants, jour et nuit, d’attaquer et de tuer les habitants d’Achraf pour maintenir des pressions psychologiques permanentes. Certains haut-parleurs sont à dix mètres des lieux de résidence ou de la clinique d’Achraf et privent les habitants et les malades de toute tranquillité.

Le plus dramatique reste la situation des malades. A cause des restrictions imposées par le blocus, leur état de santé s’est terriblement dégradé. Certains sont à l’article de la mort et plusieurs sont décédés. Des opérations chirurgicales urgentes ont même été empêchées.

En s’appuyant sur le statut des Achrafiens qui sont des personnes protégées par la IV^e Convention de Genève, l’appel des maires de France demande l’installation dans le camp d’une équipe d’observateurs de l’ONU, la fin du blocus, et la protection du camp par les forces américaines. Il invite aussi le gouvernement français à soutenir cette démarche.

Je profite de cette occasion pour m’adresser au gouvernement français : Le soutien de la France aux sanctions contre le régime des mollahs et les déclarations condamnant les violations des droits de l’homme sont des pas positifs. Cependant,

“ Ces engagements recouvrent l'ensemble de notre pays. Cela illustre un attachement à des valeurs fondamentales françaises, et la France a été et doit rester un fer de lance dans la défense de ces valeurs démocratiques. ”

Emile Blessig, député maire de Saverne

les communiqués de presse ne sont pas suffisants. Il est important qu'à l'Union européenne et au G-20, la France soit à l'avant garde d'une nouvelle politique pour arrêter non seulement le programme nucléaire du régime, mais aussi les violations des droits de l'Homme, les lapidations et les exécutions, avec des sanctions efficaces. Et les plus efficaces sont les sanctions pétrolières et diplomatiques. Mais il faudrait aussi les compléter par un soutien au changement démocratique en Iran.

Je vous appelle, en tant qu'élus, à lancer une campagne pour faire lever le blocus médical et arrêter la torture psychologique par les 120 haut-parleurs. Je suis sûre que cette campagne aura un impact positif sur l'ONU et les instances compétentes.

En déclarant Achraf ville sœur de vos villes, vous avez eu un beau geste plein de signification humaine, qui est une protection à la fois morale et symbolique. Il faudrait que le gouvernement français s'inspire des élus pour prendre des mesures concrètes contre le blocus et les restrictions imposées aux malades d'Achraf. Je suis certaine qu'avec votre soutien c'est possible.



EMILE BLESSIG,
député maire
de Saverne et
modérateur de la
conférence

Nous sommes réunis aujourd'hui en faveur d'un Iran démocratique, particulièrement aujourd'hui ce qui nous réunit c'est la situation des habitants de la ville d'Achraf, et nous avons tous signé un appel en vue de la fin du blocus de la cité d'Achraf, la reconnaissance des droits de ses habitants, la prise en charge des malades qui risquent de mourir à cause des restrictions imposées par les forces irakiennes et les agents iraniens.

Notre appel n'est pas un appel isolé. En premier lieu nous sommes 5000. Mais la démarche s'inscrit dans une démarche plus large et d'abord internationale. En premier lieu l'appel des maires s'inscrit dans le prolongement de la résolution du 24 avril 2009 du Parlement européen sur la situation humanitaire de la cité d'Achraf en Irak, qui abrite 3400 opposants dont 1000 femmes, et ceci me paraît particulièrement

important, qui bénéficient du statut de « personnes protégées » en vertu de la 4e convention de Genève.

Cet appel en vue de la solidarité pour Achraf a connu aussi un retentissement en France : 325 députés, 140 sénateurs, 13 présidents de régions et 40 présidents de conseils généraux, se sont également engagés aux côtés des maires en vue de cette cause.

Alors permettez-moi de citer les régions qui se sont engagées : Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace, Basse-Normandie, Centre, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Auvergne-Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Guadeloupe. Vous noterez que les engagements recouvrent très largement l'ensemble de notre pays. Cela illustre un attachement à des valeurs fondamentales françaises, et la France a été et doit rester un fer de lance dans la défense de ces valeurs démocratiques.



**JEAN-PIERRE
BEQUET, maire
d'Auvers-sur-Oise**

Je pense qu'il est important aujourd'hui qu'au-delà des maires que nous sommes, nous fassions une sorte d'appel à la conscience universelle. Je crois que c'est à l'ONU bien sûr, c'est au gouvernement, mais c'est aussi aux forces non gouvernementales, aux associations, à la Ligue des droits de l'homme, aux forces qui défendent les droits de l'homme dans le monde de s'exprimer avec force. Comment pouvons-nous laisser 3400 personnes, citoyens, hommes et femmes, livrés à des tortures psychologiques, les haut-parleurs, jour et nuit ?

Et puis ne pas permettre que des personnes qui sont en danger de mort, qui sont gravement malades et que l'on voit ici – d'ailleurs félicitations au maire du 1er arrondissement d'avoir mis cela à l'opinion, c'est important, ce geste symbolique, de mettre leur portrait, d'expliquer ce qui se passe pour ces personnes victimes de cancer et que l'on refuserait de soigner. Il y a-t-il quelque chose de plus grave que d'attenter à la vie d'hommes et de femmes en situation de maladie ? Nous sommes là pour assurer

la survie de citoyens mis en danger par des actes de barbarie organisés et donc nous devons les dénoncer et prendre tous les moyens pour alerter l'opinion.



**GILBERT
MARSAC, maire
de Jouy-Le-
Moutier**

Nous sommes là pour assurer la survie de citoyens mis en danger par des actes de barbarie organisés et donc nous devons à la fois les dénoncer, prendre tous les moyens pour alerter l'opinion. Je considère qu'il est de mon devoir de m'associer avec mon collègue Jean-Pierre Béquet, notamment, et tous les autres maires de 5000 communes qui se sont engagés à soutenir cette cause iranienne et en l'occurrence sur ce cas précis, de faire en sorte que ce blocus soit levé de telle manière que les personnes qui sont des représentants des forces iraniennes de résistance, que ces personnes-là puissent trouver l'issue à leur cause et notamment aujourd'hui les remèdes à leur maladie.

Je considère également qu'on est là vraiment devant une forme de terrorisme, une forme d'inhumanité. C'est vraiment pour moi un engagement qui est un engagement humanitaire avec toute l'inscription dans la cause politique dans lequel il se situe.



**JEAN DIONIS
DU SEJOUR,
député maire
d'Agen**

Je suis ici d'abord pour apporter mon soutien aux gens qui se battent pour la démocratie en Iran. C'est un problème de conviction et de valeurs et c'est un enjeu considérable pour nous.

On sait très bien que la paix dans le monde se joue au Proche-Orient, en Iran et en Irak et donc je pense que tous les démocrates du monde, ont un intérêt évident à ce qu'un régime qui soit un régime démocratique s'établisse en Iran.

On a tous vécu avec beaucoup de respect pour ceux qui ont mené la lutte et le combat il y a un an, c'est toujours très inégal, c'est toujours énormément de souffrance. C'est d'abord pour cela que je voulais apporter mon soutien pour cette lutte pour la démocratie en Iran qui encore une fois est vitale pour les Iraniens bien sûr, mais aussi pour la paix au Proche-Orient et dans le monde.

Appel de 5000 maires pour la fin du blocus du camp d'Achraf



24 novembre (Extraits) - Quelque 5.000 maires français ont signé un appel rendu public mercredi pour la fin du blocus du camp d'Achraf en Irak, où sont rassemblés 3500 sympathisants du CNRI, groupe d'opposition en exil au régime de Téhéran.

Le maire du 1er arrondissement de Paris, Jean-François Legaret (UMP), a remis mercredi dans sa mairie plusieurs classeurs contenant les pétitions à Maryam Radjavi, présidente du CNRI, dont les Moudjahidine du peuple sont la principale composante.

Dans ce texte, les signataires, de diverses sensibilités politiques, affirment considérer Achraf comme une "ville soeur, qui incarne les aspirations démocratiques du peuple iranien".

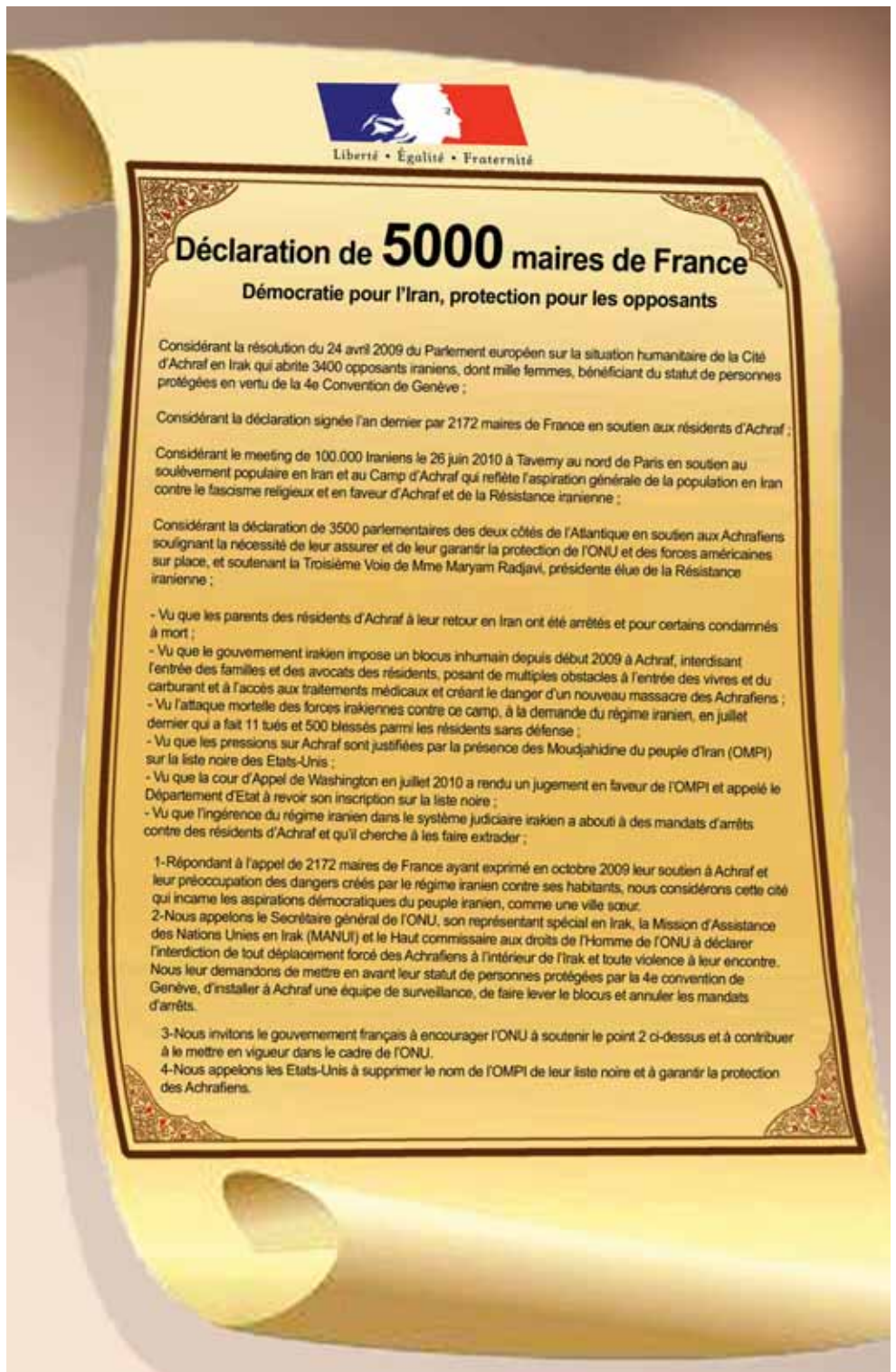
Ils appellent aussi le Secrétaire général de l'ONU "à déclarer l'interdiction de tout déplacement forcé des Achrafiens à l'intérieur de l'Irak et toute violence à leur rencontre", ainsi qu'à "faire lever le blocus" du camp.

"Cette initiative démontre que les élus considèrent la libération du peuple iranien comme un combat commun contre l'intégrisme, la barbarie et la cruauté, en faveur de la paix, de la démocratie et de la laïcité", a déclaré Maryam Radjavi.

La présidente du CNRI a dénoncé le "blocus médical" du camp et la "torture psychologique" de ses résidents par les autorités irakiennes, à l'aide de hauts-parleurs.

France Soir : les maires de France solidaires avec l'opposition iranienne

25 novembre - En marge du Congrès des maires de France, 5000 élus ont appelé à "la fin du blocus de la cité d'Achraf, la reconnaissance des droits de ses habitants et sauver d'urgence des malades risquant de mourir à cause des restrictions imposées par les forces irakiennes et les agents du régime iranien". Le camp d'Achraf, situé en Irak, abrite 3400 opposants iraniens, membres de l'OMPI. "Cela fait deux ans qu'ils subissent un blocus inhumain des forces irakiennes aux ordres du 1er ministre Nouri Maliki", affirme l'opposition iranienne



Le Parisien : Appel d'élus du 95 contre le régime iranien

Le Parisien Val d'Oise, 26 novembre - Les maires de Taverny (Maurice Boscavert, PS), d'Auvers-sur-Oise (Jean-Pierre Béquet, PS) et de Cergy (Dominique Lefeuvre, PS) (...) ont présenté un appel lancé par près de 5000 maires de France. En marge du congrès des maires de France, ils ont exprimé leur solidarité avec la résistance iranienne en condamnant

le régime iranien en place. "Le blocus inhumain de la cité d'Achraf, qui abrite 3400 membres de l'opposition du régime iranien, s'est intensifié ces dernières semaines, a expliqué Maurice Boscavert. Il faut dénoncer ces cruautés et ces mesures criminelles restreignant notamment l'accès aux soins médicaux des patients atteints de cancers en phase terminale."